

PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE

PRÉFECTURE

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES
ET DE L'AMÉNAGEMENT**

Bureau de l'Aménagement du
Territoire et des Installations Classées

Affaire suivie par :
Pascale SASSANO
☎ : 02.47.33.12.43
Fax direction : 02.47.64.76.69
Mél : pascale.sassano@indre-et-
loire.gouv.fr

Réf. : DCTA3ic2/CSS/St-Pierre-des-
Corps/2012/arrête renouvellement
membres CSS

ARRETE

**portant renouvellement des membres de la
Commission de Suivi de Site sur les bassins
industriels des établissements Primagaz,
CCMP et GPSPC classés SEVESO Seuil Haut
situés sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps**

Le Préfet d'Indre-et-Loire, Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite ;

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.125-2 et D.125-29 à 34 ;
- VU** le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives et notamment le 1 de son article 7 ;
- VU** le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;
- VU** le décret n° 2008-677 du 7 juillet 2008 relatif aux comités locaux d'information et de concertation modifiant le code de l'environnement (partie réglementaire) ;
- VU** le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n° 13278 du 9 janvier 1991, n° 14253 du 3 mai 1994, n° 14701 du 10 avril 1997, n° 14879 du 20 novembre 1997, n° 17616 du 3 mars 2005, n° 17870 du 5 avril 2006, n° 18075 du 21 février 2007, n° 18307 du 29 janvier 2008, n° 18337 du 18 avril 2008, n° 18378 du 21 mai 2008 et n° 19155 du 26 janvier 2012 délivrés à l'établissement Compagnie Commerciale Manutention Pétrolière (CCMP), ZI Les Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n° 13276 du 9 janvier 1991, n° 13504 du 22 juillet 1992, n° 14251 du 3 mai 1994, n° 14597 du 9 août 1996, n° 14705 du 10 avril 1997, n° 15212 du 25 février 1999, n° 17557 du 15 novembre 2004, n° 17872 du 10 avril 2006, n° 18023 du 11 décembre 2006, n° 18294 du 17 janvier 2008, n° 18336 du 1er avril 2008 et n° 18398 du 17 juillet 2008 délivrés à l'établissement Groupement Pétrolier de Saint- Pierre-des-Corps « Ouest », ZI Les Yvaudières à Saint -Pierre-des-Corps ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n° 14105 du 8 octobre 1993, n° 14252 du 3 mai 1994, n° 14686 du 27 janvier 1997, n° 15213 du 25 février 1999, n° 17860 du 17 mars 2006 et n° 18505 du 19 janvier 2009 délivrés à l'établissement Groupement Pétrolier de Saint-Pierre-des Corps, « Sud », ZI Les Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps ;

- VU** les arrêtés préfectoraux n° 17479 du 3 août 2004, n° 17713 du 26 septembre 2005, n° 17843 du 6 février 2006, n° 18175 du 25 juillet 2007 et n° 18966 du 5 mai 2011 délivrés à l'établissement PRIMAGAZ, Les Levées à Saint-Pierre-des-Corps ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 6 juin 2011 modifiant l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2008 portant constitution du comité local d'information et de concertation sur les bassins industriels des établissements Primagaz, CCMP et GPSPC classés SEVESO Seuil Haut situés sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps.
- VU** la délibération du conseil municipal de Saint-Pierre-des-Corps du 14 novembre 2011 ;
- VU** la délibération du conseil municipal de La Ville-aux-Dames du 2 novembre 2011 ;
- VU** la délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Tour(s) Plus du 23 février 2012 ;
- VU** la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de l'Est Tourangeau du 9 février 2012 ;
- VU** la délibération du conseil général d'Indre-et-Loire du 29 avril 2011 ;
- VU** le courrier de l'association SEPANT du 12 octobre 2011 ;
- VU** le courrier de l'association AQUAVIT du 5 janvier 2012 ;
- VU** le courrier de l'association ARIAL du 24 octobre 2011 ;
- VU** le courrier du directeur de l'établissement GPSPC du 10 avril 2012 ;
- VU** le courriel électronique du directeur de l'établissement CCMP du 4 novembre 2011 ;
- VU** le courrier du directeur de l'établissement PRIMAGAZ du 24 janvier 2012 ;
- VU** le courrier de la direction régionale Centre Limousin Réseau Ferré de France du 18 octobre 2011 ;
- SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Indre-et-Loire ;

A R R E T E

ARTICLE 1er :

Le Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) existant sur les sites SEVESO Seuil Haut situés sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps, créé par l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2008, est transformé en Commission de Suivi de Site (CSS) par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

La zone géographique concernée comprend les périmètres des plans particuliers d'intervention des établissements PRIMAGAZ approuvé par arrêté préfectoral du 8 juillet 1999 et des dépôts pétroliers de Saint-Pierre-des-Corps (CCMP et GPSPC) approuvé par arrêté préfectoral du 3 août 1999 sur le territoire des communes de Saint-Pierre-des-Corps et La Ville-aux-Dames.

ARTICLE 3 :

Cette commission est composée de 27 membres répartis en cinq collèges. Les membres sont nommés par le préfet pour une durée de cinq ans renouvelable :

– **Collège « administration » :**

- le préfet d'Indre-et-Loire ou son représentant ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre ou son représentant ;
- le directeur départemental des territoires ou son représentant ;
- le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant ;
- le chef du service interministériel de défense et de protection civile ou son représentant ;
- le directeur régional de l'Agence Régionale de Santé du Centre ou son représentant ;

– **Collège « collectivités territoriales »**

- Mme Marie-France BEAUFILS, maire de Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Fabrice NOLLET, conseiller municipal de Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Jean-Michel MERCIER, conseiller municipal de La Ville-aux-Dames ;
- M. Gérard GARRIDO, vice-président de la communauté d'agglomération Tour(s) Plus ;
- M. Claude CHARRON, délégué à la communauté de communes de l'Est Tourangeau ;
- Mme Martine BELNOUE, conseillère générale du canton de Saint-Pierre-des-Corps ;

– **Collège « riverains »**

- M. Jean-Jacques LEBOEUF, riverain désigné par la commune de Saint-Pierre-des-Corps ;
- Mme Nadia GAGNER, riverain désigné par la commune de Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Jean-Claude COULON, riverain désigné par la commune de Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Alain DENIAU, riverain désigné par la commune de La Ville-aux-Dames ;
- M. Michel RENOU, représentant l'association AQUAVIT ;
- M. Guy CHEVREAU, représentant l'association ARIAL ;
- M. Gérard Van OOST, représentant l'association SEPANT ;
-

– **Collège « exploitants »**

- M. Ludovic MASSON, responsable industriel du site PRIMAGAZ à Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Joël LE GOUILL, chef de dépôt GPSPC à Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Serge BRETON, chef de dépôt CCMP à Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Olivier CANALS, représentant de Réseau Ferré de France ;

– Collège « salariés »

M. Didier POUPEAU, représentant du CHSCT de l'établissement PRIMAGAZ ;
M. Jérôme DAGUET, représentant du personnel de l'établissement GPSPC ;
M. Aurélien LAFLECHE, représentant du personnel de l'établissement CCMP ;

ARTICLE 4 :

Le préfet ou son représentant préside la commission pendant la durée d'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

ARTICLE 5 :

La commission a pour mission de :

- créer entre les différents représentants des collèges un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants des installations classées, en vue de prévenir les risques d'accidents majeurs que peuvent présenter les installations,
- suivre l'activité des installations classées pour lesquelles elle a été créée, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité,
- promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 :

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège désigné par les membres de chacun des collèges.

La commission se réunit au moins une fois par an et, en tant que de besoin, sur convocation de son président.

Le président doit réunir la commission si la majorité des membres en fait la demande motivée.

Chacun des membres de la commission peut mandater l'un des membres pour le remplacer en cas d'empêchement pour toute réunion de la commission. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit la commission.

Sur décision du président ou à la demande d'une majorité des membres d'un collège, il peut être procédé à un vote par collège. Dans ce cas, le résultat des votes au sein de chaque collège est joint à l'avis de la commission.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

La voix du président est prépondérante pour les avis et décisions approuvés par la moitié des membres présents ou représentés

La commission peut faire appel à des experts reconnus, notamment pour réaliser des tierces expertises par délibération approuvée à la majorité des membres présents ou représentés.

Si nécessaire, la commission de suivi de site élabore un règlement intérieur pour les autres règles de fonctionnement et notamment la façon dont les règles de vote permettent de donner le même poids à chaque collègue lors des prises de décisions.

ARTICLE 7 :

Les membres de la commission sont nommés pour cinq ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Tout membre de la commission qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, est remplacé pour la durée du mandat restant à courir.

ARTICLE 8 :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2011 sont abrogées.

ARTICLE 9 :

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour ses membres et de sa publication pour les tiers, d'un recours administratif auprès du préfet d'Indre-et-Loire ou du ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer ainsi que d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1

ARTICLE 10 :


Le présent arrêté fait l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département et sera affiché pendant au moins un mois dans chacune des mairies des communes concernées.

ARTICLE 11 :

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Indre-et-Loire, les maires des communes de Saint-Pierre-des-Corps et La Ville-aux-Dames, les représentants des exploitants ainsi que les directeurs administratifs mentionnés à l'article 3 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chaque membre de la commission.

Fait à TOURS, le 26 AVR. 2012

Le Préfet,



Jean-François DELAGE